

VALÉRIE PÉCRESSE - MINISTRE CHARGÉE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

«400 millions pour les universités prometteuses et innovantes »

[12/11/08]



Valérie Pécresse.

Fin du premier acte. Les six projets universitaires sélectionnés (Bordeaux, Grenoble, Lyon, Strasbourg, Montpellier, Toulouse) pour la première vague de l'opération Campus, qui ont été remis début novembre au comité de sélection, seront connus dans le détail - montant du budget, urbanisme - vendredi. La deuxième vague, qui concernera quatre projets sélectionnés, dont ceux de Saclay et Aubervilliers (lire ci-dessous), interviendra cet hiver. D'ici là, Valérie Pécresse détaille le lot de consolation qu'elle octroie à onze autres projets, qui n'avaient pas été retenus par le jury de l'opération Campus mais sont jugés « prometteurs » et « innovants ».

La crise financière a-t-elle changé la donne de l'opération Campus ?

Nous ne reviendrons pas sur notre engagement concernant les 5 milliards d'euros de l'opération Campus. La crise rend cette opération encore plus essentielle pour les acteurs locaux, car ces investissements vont redynamiser leurs territoires. La plupart de ceux que j'ai rencontrés à Lyon, Bordeaux, Nancy par exemple mesurent ces enjeux. Malheureusement, d'autres collectivités locales sont un peu en retrait. Pourtant, leur présence est indispensable, au plan financier, puisque nous souhaitons un effet de levier avec les partenaires privés de « 1 euro pour 1 euro ».

Trente-neuf universités ont été retenues dans le cadre des dix projets. Les autres ne vont-elles pas se sentir lésées ?

Non, car elles bénéficieront plus rapidement des crédits du contrat de projets Etat-régions. En outre, 400 millions d'euros vont être distribués sur trois ans à celles qui, sans avoir été retenues par le jury, ont formulé des projets « prometteurs » et « innovants », qui méritent un encouragement. Dès 2009, 170 millions seront alloués dans le cadre de partenariats public-privé

Comment se fera la répartition ?

Les quatre dossiers « innovants » de Dijon, Le Havre, Cergy et Valenciennes recevront chacun 20 millions d'euros. Les sept projets « prometteurs » de Lille, Nancy, Clermont-Ferrand, Rennes, Nantes, Nice, Créteil-Marne-la-Vallée pourront recevoir de 30 à 60 millions d'euros, en fonction de leur potentiel scientifique, du nombre d'étudiants, de l'investissement des collectivités et de la qualité du projet. Les projets de Lille, Nancy, Créteil Marne-la-Vallée avaient été particulièrement remarqués par le comité de sélection de l'opération Campus. Enfin, ces sommes seront « fléchées » sur des projets spécifiques les plus indispensables ou les plus porteurs pour chaque université, par exemple, la maison des chercheurs étrangers de l'université de Cergy-Pontoise, l'Atrium étudiant de Nancy...

L'opération Campus a accéléré les rapprochements entre les universités. Votre objectif à terme est-il la fusion ?

Mon objectif est l'émergence de quinze grands pôles universitaires à visibilité internationale. Nous y

parviendrons d'ici à dix-huit mois, ce qui était inespéré en 2006 ! Les PRES (pôles de recherche et d'enseignement supérieur) avaient, certes, amorcé le mouvement en permettant aux universités d'envisager ces rapprochements sur un plan intellectuel, mais ce qui les a « cimentés » ce sont les moyens de l'opération Campus. Faut-il aller plus loin ? Aux universités d'en décider : quand on parle fusion universitaire à Lille, Montpellier, Metz ou Nancy, quand on les crée à Aix ou Strasbourg, c'est très bien, mais si Bordeaux ou Paris s'unissent sans fusionner ce n'est pas grave.

Pour améliorer la visibilité, vous avancez aussi l'idée d'un classement européen des universités, qui sera discutée demain lors d'une conférence organisée dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne.

Les étudiants ne connaissent pas les universités européennes et ils sont peu mobiles : 4.000 bourses Erasmus n'ont pas trouvé preneur en 2007. Pour donner un peu de clarté et de visibilité européenne, nous aimerions créer un classement thématique, par disciplines, sur le modèle du CHE allemand. Nous essaierons demain de convaincre les pays membres, notamment les plus petits, de jouer le jeu.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE ALBERT

► [Réagir à cet article](#) | ► [Voir les commentaires publiés \(0\)](#)

Tous droits réservés - Les Echos 2008